

régnait les formes de la liberté britannique, et où l'on commençait à en sentir la réalité. La majorité de la chambre d'assemblée du quatrième parlement commença à prendre un caractère nouveau : malgré que la suspension de l'acte de l'*habeas corpus* continuât encore, la presse commença à remuer ses chaînes : il s'ouvrit dans la chambre des enquêtes liées avec les griefs publics, et le peuple commença à prendre par toute la province un vif intérêt à ses procédés. Quelques dissolutions, conseillées par l'aigreur, et l'emprisonnement de quelques uns des membres les plus marquans de l'assemblée, achevèrent de le réveiller, et finirent par réduire la majorité précédente à ce qu'on l'a vue dernièrement, à quatre ou cinq membres qui votent généralement conformément aux vues des conseillers exécutifs et des conseillers législatifs.

L'histoire de notre parlement provincial depuis le commencement de son existence jusqu'au temps présent, se divise en deux périodes : de 1792 à 1806, un conseil législatif et une chambre d'assemblée allant de concert avec le gouvernement exécutif : de 1806 à 1830, un conseil législatif et un gouvernement exécutif s'accordant ordinairement ensemble, et une chambre d'assemblée généralement en contention avec l'un et l'autre.

L'histoire des disputes qui ont caractérisé la dernière période, a souvent été mise devant le public. Son caractère général est marqué, de la part de l'assemblée par une adhérence constante aux privilèges constitutionnels dont ont joui les sujets britanniques dans les colonies : de la part du conseil législatif et du gouvernement exécutif, par le déni de ces privilèges, et fréquemment par une rude violation des plus essentiels d'entre eux.

La période de la dernière guerre américaine, les administrations de sir John C. Sherbrooke, de sir Francis Burton, et de sir James Kempt, forment exception, en tant qu'y furent concernées individuellement les personnes chargées de l'administration du gouvernement. La plupart d'entre eux cependant éprouvèrent de la part de leur conseil exécutif et de plusieurs officiers du gouvernement, une opposition secrète, qui éclata assez souvent dans le conseil législatif.

Depuis 1810, jusqu'au temps actuel, on a travaillé à écraser la chambre d'assemblée et le peuple de la colonie, par le pouvoir du gouvernement britannique, et par des actes du parlement britannique. En 1810—11, on eut le projet de disqualifier une classe nombreuse d'électeurs : un certain *Henry* qui, peu de temps avant la dernière guerre, vendit les secrets du gouvernement aux États-Unis, fut l'homme qu'on employa à écrire contre la qualification électorale établie par l'acte constitutionnel. Depuis 1819 jusqu'à 1825, la mesure favorite fut